



**Observations préliminaires de M. Luis Moreno-Ocampo,
Procureur de la Cour pénale internationale**

L'heure est venue de discuter du Dafour

Festival international du film de Toronto, 9 septembre 2007

J'ai aimé travailler avec Ted Braun. J'ai aimé sa démarche. J'admire sa capacité à décrire le désespoir et les souffrances des habitants du Darfour tout en ouvrant la porte à l'espoir et à l'action.

Le titre « *Darfur Now* » (Le Darfour maintenant) donne toute la mesure de son travail, car la population du Darfour a besoin de notre aide. Maintenant. Or, toutes les personnes dont ce documentaire dresse le portrait, de même que vous tous, nous pouvons faire beaucoup.

Au Darfour, la majorité de la population, soit quatre millions de personnes, dépend aujourd'hui de l'aide humanitaire internationale. Ces personnes ne pourront survivre si un accès n'est pas accordé à des organisations comme le Programme alimentaire mondial.

Plus de deux millions de Darfuris ont été chassés de leur foyer et vivent dans des camps. Ils ont été contraints d'abandonner leurs terres, leur foyer, leur bétail. Leurs villages ont été réduits en cendres. Faute d'une distribution quotidienne de nourriture par les travailleurs humanitaires, ils ne peuvent pas survivre. S'ils s'aventurent hors des camps, les femmes sont violées, les hommes tués. Ils sont démunis de tout et désespérés.

Comment en est-on arrivé là ? Ce n'est pas le résultat d'un « changement climatique » ou d'une quelconque « catastrophe naturelle », ni la conséquence de quelque querelle tribale ancestrale. La situation actuelle est le résultat d'un système impitoyable et délibéré de persécution qui aurait été orchestré par un homme : Ahmad Harun.

Permettez-moi de vous en dire un peu plus sur lui.

En 2003 et 2004, Ahmad Harun était Ministre d'État chargé de l'intérieur au sein du Gouvernement soudanais. Nous disposons d'éléments de preuve qui montrent qu'il a élaboré et mis en place l'idée d'utiliser des miliciens/Janjaouid pour attaquer les civils. Les crimes commis au Darfour résultent de ce système très bien organisé. Des comités de sécurité coordonnaient les activités des milices et des forces armées soudanaises au niveau local et relevaient des comités de sécurité au niveau national. Ils rendaient compte à une personne : Ahmad Harun. C'est lui

qui a recruté, armé et financé les miliciens/Janjaouid. Sous sa coordination, ils ont massacré des milliers de personnes et contraint des civils innocents à se déplacer vers des camps.

En mars 2005, le Conseil de sécurité des Nations Unies a sollicité l'intervention de mon Bureau. Trois mois plus tard, en qualité de Procureur de la Cour pénale internationale, j'ai ouvert une enquête pénale.

Nous avons étudié des milliers de documents, mais nous avons avant tout interrogé des victimes. Du reste, les victimes au Darfour, malgré toute la douleur, nous ont raconté leurs histoires. Une femme a décrit comment ils ont tué son bébé avant de la violer. Un homme nous a dit : « Ils m'ont obligé à regarder pendant qu'ils violaient ma fille de 8 ans ». Je demandais : « Pourquoi ? »

Nous avons fait de ces histoires des éléments de preuve qui démontrent qu'Ahmad Harun a commis des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Les juges de la Cour pénale internationale ont délivré un mandat d'arrêt à l'encontre d'Ahmed Harun le 27 avril 2007.

Le Gouvernement soudanais a la capacité et le devoir d'arrêter Harun, mais s'y refuse.

La loi ne saurait être ignorée. En renvoyant la situation au Darfour à mon bureau, le Conseil de sécurité des Nations Unies reconnaissait et décidait qu'une paix durable suppose la justice. Il est temps à présent que les Nations Unies et les acteurs internationaux aillent au bout de leur décision et exhortent le Gouvernement du Soudan à exécuter le mandat d'arrêt.

La communauté internationale se doit de conserver une démarche cohérente et d'inclure la justice à toute solution globale au Darfour. L'expérience nous a enseigné que le respect de la loi constitue la seule garantie d'une paix durable. C'est une leçon que l'on a apprise au cours des dernières décennies de violences et d'atrocités à grande échelle.

J'entends cependant des voix s'élever pour proposer de suivre une voie différente. J'entends des voix proposer de se concentrer en premier lieu sur l'acheminement d'une aide et sur la sécurité au travers de négociations politiques. J'entends des voix proposer de retarder l'exécution des mandats d'arrêt. Elles laissent entendre que la justice peut venir plus tard, dans le meilleur des cas. Elles ignorent la loi. Elles font fausse route, se fourvoient lourdement.

J'entends des voix dire que les crimes présumés d'Harun sont de l'histoire ancienne et que la justice entravera les négociations. Nous avons déjà entendu ces voix. Elles font fausse route, se fourvoient lourdement.

Elles ne tiennent pas compte de la loi, de la même manière que celle-ci a été ignorée lorsque le génocide rwandais s'est déroulé sous nos yeux.

Elles passent sous silence les faits que démontrent les éléments de preuve en notre possession. Des faits selon lesquels la souffrance des habitants du Darfour aujourd'hui est la conséquence d'un système impitoyable et délibéré élaboré par Ahmad Harun.

Permettez-moi d'en dire davantage sur ce qu'il se passe au Darfour aujourd'hui. Permettez-moi de vous expliquer pourquoi il ne saurait y avoir de solution humanitaire, sécuritaire ou politique au Darfour si M. Harun n'est pas arrêté et son système démantelé.

Selon certains rapports, la situation humanitaire empire dans les camps. Tandis que Khartoum prospère grâce aux bénéfices tirés du pétrole et aux investissements étrangers, les camps sont maintenus dans des conditions déplorables, les entraves bureaucratiques à l'acheminement de l'aide internationale sont systématiques, ceux qui osent en parler en public sont expulsés, les taux de malnutrition dans les camps sont plus élevés que jamais, des attaques sont lancées contre les travailleurs humanitaires internationaux et des raids contre les camps et les personnes identifiées comme des dirigeants locaux subissent des menaces.

Le Ministre soudanais des affaires humanitaires est censé protéger les camps et faciliter l'acheminement de l'aide. Il ne le fait pas. Il ne le fera pas.

En effet, depuis 2005, le Ministre d'État chargé des affaires humanitaires n'est autre qu'Ahmad Harun, celui-là même qui, en qualité de Ministre d'État chargé de l'intérieur, aurait lancé des attaques contre des civils et aurait contraint les gens à abandonner leur foyer et à se réfugier dans des camps. Il est aujourd'hui responsable des camps et contrôle le sort de ses victimes. En qualité de ministre, c'est M. Harun qui décide de la quantité de nourriture qui atteindra le camp, de qui peut s'y rendre ou pas.

M. Harun doit être destitué de ses fonctions, arrêté et remis à la Cour pénale internationale à La Haye.

À présent, que pouvons-nous faire ?

Un documentaire tel que « *Darfur Now* » peut faire la différence et sensibiliser davantage le public à ce qui se passe au Darfour **aujourd'hui**, à ce qui peut être fait **aujourd'hui** pour les habitants du Darfour.

Nous avons besoin d'entendre plus de voix, des voix différentes, des voix plus fortes, vos voix, pour exiger l'arrestation d'Ahmad Harun et briser le système qu'il aurait élaboré.

Nous avons besoin de plus de voix, de voix différentes, de voix plus fortes, vos voix, pour exiger que la justice soit un élément de toute solution concernant le Darfour. Les victimes ne peuvent pas attendre, elles ont besoin que justice soit rendue maintenant.

La communauté internationale, le Conseil de sécurité et les responsables des Nations Unies, les organisations régionales et les États doivent se montrer cohérents et exhorter le Soudan à exécuter les mandats d'arrêt. Ils ne peuvent pas garder le silence.

Les occasions sont là. Les 21 et 25 septembre, deux réunions cruciales se tiendront à New York. Des ministres et des chefs d'État du monde entier se rencontreront au siège de l'ONU pour débattre de la situation au Darfour. Il faut que la justice figure à l'ordre du jour, ce qui n'est pas encore le cas. Il faut que les mandats d'arrêt figurent à l'ordre du jour, ce qui n'est pas encore le cas.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, s'est rendu au Soudan la semaine dernière en vue de trouver une solution globale. Ironie tragique, la même semaine, le Gouvernement soudanais a constitué un comité chargé d'enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme au Soudan. Qui est à la tête de ce comité ? Ahmad Harun.

L'heure est venue de stopper M. Harun. L'heure est venue de mettre un terme à l'impunité au Darfour. Maintenant.